

The LDCs/SIDS BENEFICIARY DELEGATES SUPPORTED BY THE TRUST FUND AT THE 52d SESSION OF THE HUMAN RIGHTS COUNCIL (HRC52)
(27 February – 4 April 2023)

1	Belize	Mr. Carlos Atonal Clarke
2	Benin	Ms. Akouavi Inès Laurenda Hadonou Toffoun
3	Burkina Faso	Mr. Lombo Emma Thiaho
4	Burundi	Mr. Théoneste Niyongabire
5	Cambodia	Ms. Devi Duong
6	Chad	Mr. Valery Mbaindigra Ngarsede
7	Maldives	Ms. Aishath Rayahyn
8	Mauritius	Mr. Hirikeshsing Unnuth
9	Mozambique	Mr. Dionísio Encarnação Jossias Macule
10	Nepal	Ms. Bishnu Kumari Adhikari
11	Sudan	Ms. Awadiya Mohamed Ahmed Yahia
12	Tanzania (United Republic of)	Ms. Hanifa Ramadhan Said Soud
13	Timor-Leste	Ms. Smélia de Jesus Guterres
14	Trinidad and Tobago	Ms. Athea Jones



Belize

Carlos Atonal CLARKE

Foreign Service Officer (Foreign Policy Unit), Ministry of Foreign Affairs, Foreign Trade and Immigration



Mr. Clarke holds a Postgraduate Diploma in Diplomatic Studies from University of Oxford (2017), Master of Government (International Relations/International Politics) (2013) and Bachelor of International Relations (Political Science minor) (2006) from The University of the West Indies.

Mr. Clarke has served as a Foreign Service Officer since 2010 and has covered most geographical regions, including: Africa, Asia, Middle East, North America and the Caribbean. He is currently the desk officer for inter alia: political and bilateral relations with African countries, Association of Caribbean States (ACS), International Labour Organization (ILO) and governance and civil society issues.

During his time at the Foreign Ministry he has been a contributor to the Government of Belize's first report under the Universal Periodic Review (UPR) (2013) mechanism, initial report under the International Convention on Civil and Political Rights (ICCPR) (2018), and is currently the lead author of the Common Core Document (CCD) which will serve as a reference document for the nine (9) human rights treaties that the Government of Belize has signed/ratified.

This is his first time attending a regular session of the Human Rights Council.

Benin

Akouavi Inès Laurenda HADONOU épouse TOFFOUN

Directrice des Droits Humains au Ministère de la Justice et de la Législation



Dr. Akouavi Inès Laurenda HADONOU épouse TOFFOUN est enseignante-chercheur à la Faculté de Droit et de Science Politique (FDSP) de l'Université de Parakou au Bénin.

Elle est actuellement Directrice des Droits Humains. Elle fut Directrice de l'Administration Pénitentiaire et de la Protection des Droits Humains de 2016 à 2020 et Directrice des Droits Humains et de l'Enfance. A ce titre, elle a contribué à la réforme de l'administration pénitentiaire. En assurant le Secrétariat permanent du Comité national de suivi de l'application des instruments internationaux en matière de droit de l'Homme, elle a permis au Bénin, son pays d'être à jour vis-à-vis des organes de traité et des mécanismes dans le cadre de l'élaboration des rapports en droit de l'Homme (CADBE, CADHP, CRC, CAT, CERD, CEDAW, CESC, CMW, CRPD, EPU...). Elle assure également le suivi de la mise en œuvre des recommandations. Elle est activiste des Droits Humains depuis plus de seize ans. Pour ce faire, sa candidature a été endossée par l'Union Africaine pour être membre du Comité contre la torture (CAT). Elle a été également nommée par le Bénin en vue d'être experte du Sous-Comité pour la prévention de la torture (SPT). Elle a fait des recherches sur la thématique intitulée « L'emprisonnement du mineur au Bénin: tremplin ou pis-aller » qui a fait l'objet d'une Communication à la Chaire Unesco des Droits de la Personne Humaine et de la Démocratie de l'Université d'Abomey Calavi (Bénin). Elle a participé au programme de perfectionnement des Nations Unies en Droit international à l'Académie de la Haye, du 05 au 23 juillet 2021. Dr. A. Inès L. HADONOU TOFFOUN a participé en tant que panéliste à la célébration du 20ème anniversaire du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture « Faire avancer la prévention de la torture en Afrique de l'Ouest : défis et voies à suivre » (Dakar du 16 au 18 janvier 2023.) Elle est experte en Approche Fondée sur les Droits Humains, le genre et les droits humains (Droits de la femme et des enfants notamment).

Elle a reçu des lettres de Félicitations du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation au titre des années 2016 et 2017. Elle a été nommée au titre du TOP 100 des femmes de l'année 2022.

Burkina Faso

Lombo Emma TIAHO

Foreign Affairs Advisor, General Directorate of Multilateral Cooperation at the Ministry of foreign Affairs, Regional Cooperation and the Burkina Faso citizens living abroad



TIAHO Lombo Emma est Conseiller des Affaires Étrangères en service à la Direction Générale de la Coopération multilatérale au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur du Burkina Faso.

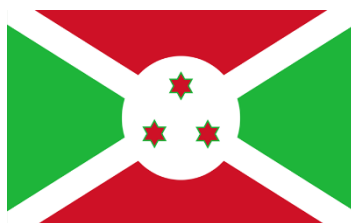
En 2022, il est membre du comité multisectoriel de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen Périodique Universel (EPU) et des organes de traités des droits de l'homme au Burkina Faso. A ce titre, il participe à l'élaboration du rapport du Burkina Faso dû au titre du quatrième (4e) cycle de l'Examen périodique universel (EPU). Il a également participé à l'élaboration du deuxième rapport du Burkina Faso dû au titre de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Il participe pour la première fois à une session ordinaire du Conseil des droits de l'homme.

Burundi

Théoneste NIYONGABIRE

Substitut Général près la Cour Suprême du Burundi



Détenteur d'un Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS) en droits de l'homme et résolution pacifique des conflits, M. Théoneste NIYONGABIRE est aujourd'hui magistrat de carrière au Parquet Général de la République du Burundi (Substitut Général près la Cour Suprême du Burundi) depuis décembre 2014.

Ayant passé et réussi les tests qui lui ont valu les postes d'Assistant Administrateur et Assistant Administrateur et Financier logisticien au sein de l'ONG médicale dénommée MSF/Belgique depuis le 18 avril 2005 jusqu'en avril 2007, M. NIYONGABIRE a embrassé la carrière de la magistrature depuis avril même 2007. Il a presté depuis le début de sa carrière principalement en tant qu'Officier du Ministère Public dans différents Parquets de la République et au Parquet Général près la Cour d'Appel de Bujumbura, avant d'être nommé Juge Conseiller à la Cour Administrative de Bujumbura en 2012 d'où il a été promu et nommé Substitut Général près la Cour Suprême du Burundi en 2014 jusqu'aujourd'hui.

Depuis lors, M. NIYONGABIRE a été désigné point focal auprès de plusieurs institutions. Il est, aujourd'hui, le point focal du Ministère de la Justice auprès de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) dont il tient plusieurs certificats.

Nommé membre de la Commission de Concertation et de Suivi sur la Prévention et la Répression de la Traite des Personnes au Burundi depuis janvier 2022, M. NIYONGABIRE est également membre du Comité permanent de rédaction des rapports initiaux et périodiques au Burundi depuis mars 2018.

En effet, ayant participé dans beaucoup de commissions de rédaction des textes juridiques nationaux, M. NIYONGABIRE en a également présidé plusieurs, entre autres celle chargée de la collecte et de la gestion des saisies judiciaires au Burundi dont il assure la présidence depuis septembre 2020 jusqu'aujourd'hui.

Il participe pour la première fois à une session ordinaire du Conseil des droits de l'homme.

Cambodia

Devi DUONG

Deputy Chief of Bureau of the United Nations Department, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation



Ms. DUONG Devi has joined the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation of Cambodia since 2019, and is currently serving as a Deputy Chief of Bureau in the United Nations Department of the Ministry.

She has been assisting senior leaders with coordination and collaboration within the UN framework. Her scope of work includes providing input and following up on specific matters at the UN General Assembly (UNGA) and UN Security Council (UNSC). Additionally, Ms. DUONG, in her capacity, also supports the coordination between the Permanent Missions of Cambodia to the United Nations and competent authorities on issues pertaining to human rights and democracy. In terms of international cooperation, she also facilitates and fosters the mutual support between Cambodia and other countries in UN bodies, international organizations and specialized agencies.

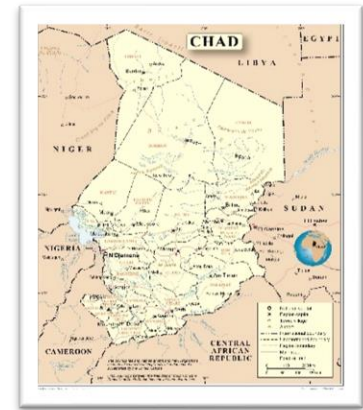
Ms. DUONG holds a Bachelor of Education in English (TEFL) from the Institute of Foreign Languages (IFL) of the Royal University of Phnom Penh (RUPP). Prior to beginning her career in diplomacy, she worked in the private sector for a period of time.

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council and her first time in Geneva.

Chad

Valery MBAINDIGRA NGARSEDE

Directeur des Droits Humains au Ministère de la Justice et des Droits Humains



MBAINDIGRA NGARSEDE Valery est titulaire d'un Master I en Droit Public obtenu à l'Université de N'Djaména, capitale du Tchad. Il est également Professeur de Français au Collège, obtenu à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de N'Djaména. Il a entamé la vie professionnelle en intégrant le plus sérieux et puissant journal indépendant « N'Djaména-Hebdo » en 2012 en qualité de rédacteur.

Il est recruté à la fonction publique en qualité d'Administrateur Civil au Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme, précisément à la Direction des Affaires Juridiques en mars 2015. Au sein de cette Direction, il a occupé tour à tour le poste de Chef de Service Adjoint du Service du Précontentieux en 2019 et celui du Service de des Procédures Judiciaires en 2020. Monsieur Valery MBAINDIGRA NGARSEDE a également été nommé à la Primature en avril 2016 en qualité de Chef de Service de Gestion des Ressources Humaines, équivalence de Directeur des Ressources Humaines dans les départements ministériels.

Depuis décembre 2021, il est nommé Directeur des Droits Humains au Ministère de la Justice et des Droits Humains. Sous sa coordination, la Direction des Droits Humains continue de jouer son rôle, celui de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Droits de l'Homme, à travers la promotion et la protection des droits humains.

Il a coordonné la rédaction de plusieurs rapports dus aux organes de traités des droits de l'homme: la Convention relative aux Droits de l'Enfants, les rapports relatifs aux Deux Protocoles facultatifs aux Droits de l'Enfants, la Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées, la mise en œuvre du Pacte International sur les Droits Civils et Politiques. Sous sa conduite, la Direction est à pied d'œuvre pour la rédaction du rapport sur la Convention relative à l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi que celui relatif à l'Examen Périodique Universel (EPU). De manière régulière, sous sa direction, plusieurs éléments de réponses aux questions soulevées par les Rapporteurs Spéciaux du Conseil des Droits de l'Homme, portant sur différents sujets axés sur les Droits de l'Homme au Tchad ont été apportés.

Avec l'appui du Bureau Pays du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, il a coordonné l'enquête de Vérification des Cas de Détentions Illégales dans les Maisons d'Arrêts et Violons des Commissariats de Police et Brigades de la Gendarmerie du Tchad.

Il a également dans la foulée coordonné la mission visant à définir la Cartographie des Violations des Droits de l'Homme au Tchad sur la période allant de janvier 2005 à décembre 2021. Ces deux activités sont réalisées dans le cadre de la période de transition au Tchad. L'objectif est de contribuer à la paix et la stabilité du pays.

Il participe pour la première fois à une session ordinaire du Conseil des droits de l'homme et il s'agit également de sa première visite à Genève.

Maldives

Aishath RAYAHYN

Assistant Director, Human Rights Division, Ministry of Foreign Affairs



Ms. Aishath Rayahyn is an Assistant Director serving at the Human Rights Division of the Ministry of Foreign Affairs of the Maldives, where she facilitates the execution of national foreign policy goals pertaining to human rights. Having joined the foreign service as a Desk Officer in August 2019, Rayahyn has played an active role to mediate the engagement of the Maldives at the Human Rights Council and various United Nations mechanisms, including the Universal Periodic Review. At her current position, she continues to liaise with a diverse array of stakeholders including Government entities and the civil society to advance the fulfillment of international human rights obligations and to enable dialogue on the promotion and protection of human rights in the domestic context. She also undertakes analytical research that inform policy decisions on emerging thematic issues in the field of human rights.

Over the years, Ms. Rayahyn has represented the Maldives on international platforms that covered a range of themes such as international humanitarian law, media freedom, climate change and anti-trafficking in persons. She has also contributed to the campaigns that led to the election of the Maldives to the Presidency of the 76th United Nations General Assembly and the membership of the Sub-Committee on Prevention of Torture in 2020. Most recently, she has been assigned as a member to the national committee responsible for the implementation, reporting and follow-up of the international human rights instruments to which the Maldives is a party.

Ms. Rayahyn graduated from the University of Delhi, India in 2019 with a B.A. (Hons.) in Political Science and was awarded an M.A. in Public Policy from the National Graduate Institute for Policy Studies, Japan in 2022.

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council and her first time in Geneva.

Mauritius

Hirikeshsing UNNUTH

Second Secretary at the Ministry of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade



Mr. Hirikeshsing Unnuth is a Second Secretary at the Ministry of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade of the Republic of Mauritius. He has served at the Mauritius Missions in Brussels, Pretoria and Maputo. He is currently based in the Capital where he is looking over issues being dealt in Geneva such as human rights, disarmament, environment, health, etc.

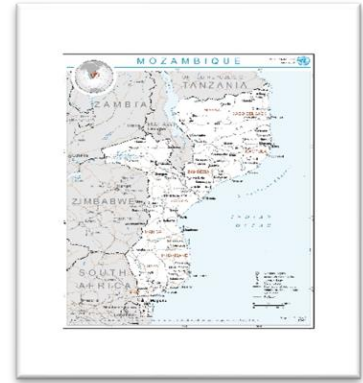
Mr. H. Unnuth holds a Bachelor of Business in Computing from the Queensland University of Technology, a Masters in Financial Management from the University of London and a Postgraduate Diploma in Information Technology and Diplomacy from the University of Malta. Prior to joining the foreign service, he worked in the private sector in the accounting and finance fields.

This is his first time attending a regular session of the Human Rights Council and his first time in Geneva.

Mozambique

Dionísio Encarnação Jossias MACULE

National Director for Human Rights and Citizenship, Ministry of Justice, Constitutional and Religious Affairs



Mr. Dionisio Encarnação Jossias Macule is a Mozambican Diplomat (Minister Plenipotentiary), currently (March 2022) National Director for Human Rights and Citizenship at the Ministry of Justice, Constitutional and Religious Affairs.

Before that, he served at the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation where he joined in 1994 and worked in different Departments such as Africa and Middle East, International Organizations, Europe in America.

He has a large experience in both bilateral and multilateral negotiations. In the multilateral area, he worked with different International Organizations namely African Union, Community of Portuguese Speaking Countries, Organization of the Islamic Conference, United Nations (General Assembly -Third Committee).

In his current position, amongst others, he has the duty to coordinate the preparation of national reports on human rights within the Interministerial Commission on Human Rights and International Humanitarian Law.

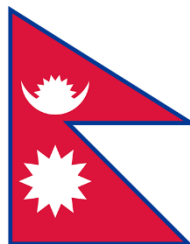
Mr. Macule has a degree in International Relations and Diplomacy.

This is his first time attending a regular session of the Human Rights Council and his first time in Geneva.

Nepal

Bishnu Kumari ADHIKARI

Section Officer, Policy, Planning, Development Diplomacy and Nepali Diaspora Division,
Ministry of Foreign Affairs



Ms. Adhikari has been a career diplomat at the Ministry of Foreign Affairs, Nepal since 2013. Currently, she is serving as an officer at Policy, Planning, Development Diplomacy and Nepali Diaspora Division under the Ministry of Foreign Affairs. Her current position allows her to draft and suggest policy inputs to various line ministries on matters related with the function of the Ministry of Foreign Affairs including international agreements, trade, investment, aid, assistance, human rights, labour issues and diasporas among others. She has been facilitating, communicating and coordinating economic diplomacy related functions of the Ministry of Foreign Affairs with relevant government and non-government agencies. Ms. Adhikari is also engaged in the activities and functions of the Ministry involving non-residential Nepalis and Nepali diaspora abroad.

Ms. Adhikari served as First/Second Secretary at the Embassy of Nepal in the United Arab Emirates from 2015-2019. During this period, she facilitated and coordinated various matters of Nepal-United Arab Emirates bilateral relations and handled issues related to migrant Nepali workers. She had also provided counseling for Nepali migrant workers in the United Arab Emirates on labour rights, occupational safety and the legal means of sending remittance.

Ms. Adhikari completed her BA and MA in Economics from Tribhuvan University, Kathmandu, Nepal in 2006 and 2008.

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council and her first time in Geneva.

Sudan

Awadiya Mohamed Ahmed YAHIA

Minister Plenipotentiary at the Ministry of Foreign Affairs



Dr. YAHIA Holds a PhD in Global Gender from New York University at Buffalo U.S.A in 2011, a Masters Degree in Gender and Development, from Ahfad University-Sudan 1999, and a Bachelor Degree in Psychology and Education from the same university in 1996.

Dr. YAHIA has been working in the Ministry since 2016; since then she assumed many responsibilities in different department and represented her country as Deputy to the Ambassador and chargé d'affaires at Sudan Embassy in Baku-Azerbaijan (2018-2022). Currently she is working in the Human Rights Women & Children Department at the Ministry.

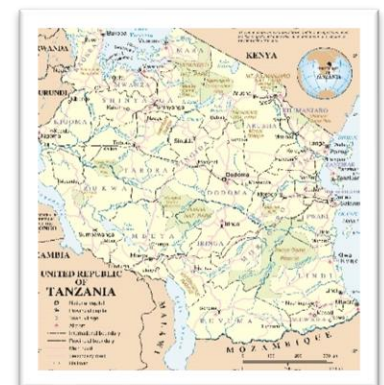
Prior to that, she worked as research assistant, teaching assistant, and course instructor at New York University at Buffalo, U.S.A., American University-Cairo, the University of Medical Sciences and Technology (UMST) Khartoum, Sudan. She also worked as freelance consultant for many International Organizations and Embassies in Sudan, including the United Nations-UN-Women programs, Netherlands Embassy, UNICEF, Save the Children's Fund-UK. Dr. YAHIA also held positions as Adults and Family Literacy Program Specialist- BOCES2 –Buffalo-NY, as well as trainer and educator of Empowerment, Parenting, child education and translator (U.S.A).

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council and her first time in Geneva.

Tanzania (United Republic of)

Hanifa Ramadhan Said SOUD

Director of Constitution and Legal Aid, President's Office - Constitution, Legal Affairs, Public Service and Good Governance



Ms. Hanifa Ramadhan Said Soud, a Director of Constitution and Legal Aid in the President's Office- Constitution, Legal Affairs, Public Service and Good Governance since August 2019. She possesses skills in human rights issues, negotiation, advocacy on human rights and regulating legal aid in the community. Ms. SOUD advises the Ministry on various international and regional matters, including SADC Treaties and reports relating to human rights issues.

She has been working in government for more than 15 years as a Lawyer, State attorney, and now as Director of Constitution and Legal Aid. During her time as a Lawyer in the public service Offices she has succeeded in educating other public servants on public service laws and regulations, participated in several programs on public service reforms and legal sector reforms. . Ms. SOUD holds a LL.M in International law and a LL.B (with Honours).

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council and her first time in Geneva.

Timor-Leste

Smélia DE JESUS GUTERRES

Policy Officer for UNDP, WFP, UNDOC at the National Directorate for United Nations of the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation



Ms. GUTERRES joined the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation of Timor-Leste in 2012 as a Policy Officer in the Directorate for Southeast and Oceans under the Directorate General for Bilateral Affairs (2012-2015). She was promoted to Third Secretary to Timor-Leste Embassy in Jakarta, Indonesia, where she served from January 2019 to January 2022.

Currently, Ms. GUTERRES is Policy Officer for the United Nations Development Program (UNDP), the United Nations Population Fund (UNFPA) and UN Women at the National Directorate of the United Nations Organizations under the Directorate General for Multilateral and Regional Affairs of the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation. Her daily activities and main duties include assisting meetings, conferences, workshops and seminars held by the United Nations Secretariat, and analysing, preparing recommendations and coordinating with Timor-Leste Permanent Mission to the United Nations and other International Organization in Geneva and Timor-Leste Permanent Mission to the United Nations in New York on issues relating to various elections.

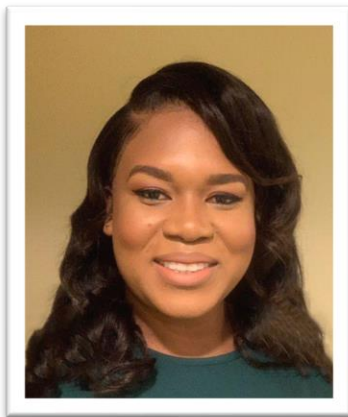
Ms. GUTERRES graduated from the National University of Timor-Leste, with a degree in Social Economics.

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council and her first time in Geneva.

Trinidad and Tobago

Athea JONES

Legal Counsel at the International Law and Human Rights Unit (ILHRU), Office of the Attorney General and Ministry of Legal Affairs



Ms. Jones is currently a Legal Counsel in the International Law and Human Rights Unit, Office of the Attorney General and Ministry of Legal Affairs, where she began since 2018. Her duties include the preparation and submission of Trinidad and Tobago's National Reports to several United Nations Treaty Bodies in compliance with the country's international obligations in accordance with various human rights conventions which the State is party to. During her tenure, Ms. Jones has drafted Trinidad and Tobago's country reports for the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), the 3rd Cycle Universal Periodic Review (UPR), the Second (2nd) Cycle Report on the United Nations Convention Against Corruption (UNCAC); and is currently drafting the country's responses to the List of Issues Prior to Reporting for the International Convention on the Elimination of all forms of Racial Discrimination (CERD).

Additionally, she is responsible for drafting Ratification Briefs on international human rights conventions that the country may be considering becoming party to as well as preparing legal opinions for the Honourable Attorney General on various international law and human rights issues.

Ms. Jones was appointed, under nomination of the Honourable Attorney General, as the Second Governmental Expert on record for Trinidad and Tobago to the United Nations Convention Against Corruption (UNCAC). She also served as a member of the delegation which represented Trinidad and Tobago at the recently concluded Technical Meetings of the Conference of State Parties (COSP) to the UNCAC in Vienna, Austria.

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council and her first time in Geneva.
